

DYNAMIQUE SOCIALE ET DESERTIFICATION : le cas de Menzel Habib dans le sud tunisien

AUCLAIR Laurent*, CHAIZE-AUCLAIR Marianne**,
DELAITRE Eric*, SANDRON Frédéric*

RESUME

La délégation de Menzel Habib, en zone présaharienne, a connu un processus spectaculaire de désertification. Les images-satellites disponibles sur la zone permettent de circonscrire un épisode aigu du milieu des années 70 à la fin de la décennie 80. L'origine anthropique du phénomène a été soulignée, là comme ailleurs, par de nombreuses études, et les causes générales identifiées : pression démographique, progression des superficies cultivées, surpâturage et éradication des ligneux.

L'analyse des données disponibles concernant la pluviométrie, le peuplement (évolution démographique et sédentarisation), les statuts fonciers et l'utilisation du sol permettent de mettre en relief, dans l'«épisode» de désertification intense, le rôle de la « course à la terre » déclenchée en 1974 par la mise en œuvre d'une politique vigoureuse de privatisation des terres collectives. L'amélioration de la situation actuellement observée pourrait être due, outre le retour à des conditions pluviométriques plus favorables et à l'impact des projets de protection et réhabilitation de l'environnement mis en œuvre, à des changements dans les stratégies foncières et productives des acteurs.

SUMMARY

Menzel Habib delegation, in the presaharian area, suffered a great process of desertification. Satellite images available for this area show an acute episode from the middle of seventies to the end of eighties. The anthropic origin of the phenomenon have been emphasised, here and there, by many studies, and the general causes identified : demographic pressure, progression of the cultivated surfaces, overuse of the pasture land and elimination of the ligneous plant.

We examined available data about pluviometry, population (demographic evolution and sedentarization), land tenure statuts and ground use. this analysis can inhance, in this intense desertification episode, the importance of strong measures of common land privatisation implementation from 1974. The improvement of the situation we observed could be interpreted as a result of better pluviometric situation and effects of environmental rehabilitation and protection measures but also as a change in the strategies about land tenure and production.

INTRODUCTION

La délégation de Menzel Habib dans le gouvernorat de Gabès correspond à la partie nord de l'ancien territoire agro-pastoral de la tribu Beni Zid. Située en zone bioclimatique aride inférieur, cette région présaharienne est caractérisée par une pluviométrie faible et irrégulière (170 mm en moyenne par an). A l'instar du sud tunisien dans son ensemble, Menzel Habib est le théâtre de la transformation profonde du rapport des populations à leur territoire en relation avec le déclin du genre de vie nomade au cours de la période coloniale puis après l'indépendance. A la fin du siècle dernier, la tribu Beni Zid comptait, selon les estimations de A. Martel (1964), près de 19 000 habitants dont un quart résidaient en permanence dans l'oasis d'El Hamma, située au centre géographique de l'espace Beni Zid (voir carte); les trois quarts de la population pouvaient alors être qualifiés de semi-nomades. Habitant sous la tente la plus grande partie de l'année, ils pratiquaient l'élevage sur parcours associé à une céréaliculture épisodique *en sec*. L'extension des labours, localisés principalement sur les terres de culture les plus favorables du point de vue du bilan hydrique (*garaa, segui*) était en outre étroitement dépendante des conditions pluviométriques. La complémentarité des ressources agricoles (oasis d'El Hamma et

* Chargé de recherches à l'ORSTOM Tunis

** Doctorante (Université d'Aix-Marseille / URBAMA (Tours))

* Chargé de recherches à l'ORSTOM Tunis

* Chargé de recherches à l'ORSTOM Tunis

cultures en sec) et des ressources pastorales de la steppe fondait, dans le contexte d'un fort aléa pluviométrique, un mode d'exploitation basé sur la mobilité et l'appropriation communautaire des ressources pastorales. Aujourd'hui, la population de l'ancien territoire Beni Zid compte environ 70 000 habitants sédentaires¹ dont près des deux tiers résident à El Hamma (INS 1994). L'essor démographique, la sédentarisation d'agro-pasteurs des fractions Beni Zid dans la zone steppique de Menzel Habib et le début d'urbanisation de celle-ci, la progression de l'économie marchande et la montée en puissance de l'Etat aménageur sont classiquement avancés pour interpréter la dynamique sociale et la transformation de l'espace régional.

1977-1987 : un épisode aigu de désertification à Menzel Habib

Menzel Habib est caractérisé par la prépondérance de sols sableux épais, dotés d'une bonne capacité de rétention en eau, mais particulièrement sensibles à l'érosion éolienne après défrichage de la steppe à *Rhanterium suaveolens* et mise en culture. La région est caractérisée en outre par de faibles ressources hydriques souterraines limitant les possibilités d'irrigation. Dans ce contexte, la progression des cultures céréalières et des plantations arboricoles aux dépens de la steppe, le surpâturage et l'éradication des espèces ligneuses autour des lieux de sédentarisation sont à l'origine d'un processus spectaculaire de désertification, abondamment décrits par les scientifiques (Floret et al., 1977, 1978, 1986, 1991). Dès les années 1970, une partie de la zone (le périmètre de Zougrata) fait l'objet d'études écologiques poussées dans le cadre du projet « parcours sud ». Au début des années 1980, la route Gabès-Gafsa, régulièrement coupée par le sable, conduit l'Etat à intervenir par la mise en oeuvre d'un important programme d'aménagement et de réhabilitation. Aujourd'hui, la délégation de Menzel Habib constitue une référence essentielle concernant l'aménagement et le développement durable du sud tunisien (Abaab et Chassany, 1993). La zone figure parmi les principaux *sites-observatoires de la désertification*ⁱⁱ en Tunisie.

L'analyse des images satellite (12 images MSS du satellite Landsat disponibles entre 1972 et 1993) permet de préciser l'évolution de la désertification à partir du changement des états de surface au cours des deux dernières décennies. Afin de mettre en évidence l'évolution du processus de désertification, les images ont été corrigées géométriquement et intercalibrées radiométriquement grâce à des mesures faites sur des objets dont les signatures spectrales varient peu. Cette série d'images montre clairement que :

* Le couvert végétal naturel constitué par une steppe de ligneux bas ou de graminées présente une différenciation spatiale importante pour la zone d'étude. Dès 1972, il existe des zones de couleur claire sur l'image, caractérisées par une couverture végétale très réduite.

* De 1977 à 1987, la disparition du couvert végétal spontané se traduit sur les images par l'extension croissante des plages de couleur claire, lesquelles correspondent à des zones de très faible couvert végétal laissant apparaître sur de grandes surfaces le substrat sablo-argilo-gypseux. Par contre, le reste du paysage et en particulier les zones de fort relief semblent invariants.

* Entre 1987 et 1993, le couvert végétal revient sur une surface presque aussi importante qu'en 1975.

Si l'on se réfère à l'évolution de l'indicateur de désertification choisi (la réflectance des zones caractérisées par un très faible couvert végétal), le processus de désertification apparaît à Menzel Habib nettement circonscrit dans le temps. La période 1977 - 1987 est caractérisée par l'extension croissante et maximale des zones dépourvues de végétation naturelle. En 1993, une amélioration sensible du couvert végétal est perceptible.

Dans le cadre de cette communication, nous nous attacherons à apporter des éléments de réponse à la question suivante : **Quels sont les facteurs, physiques ou humains, qui permettent d'expliquer l'apparition d'un tel épisode de désertification au cours de la période 1977-1987 à Menzel Habib ?** Si les facteurs directs de la désertification sont identifiés dans le sud tunisien et à Menzel Habib en particulier (progression des mises en culture aux dépens des parcours, surpâturage et éradication des ligneux), il semble intéressant de replacer ces pratiques dans le contexte climatique et social des dernières décennies. Pour ce faire, nous analyserons les données chronologiques disponibles dans les trois domaines suivants : pluviométrie, démographie et statut foncier.

A la période relativement pluvieuse de la décennie 70 succède la sécheresse des années 80

L'analyse de la pluviométrie concerne les données de la station de Gabès. Pour la période 1970-1993, la hauteur moyenne annuelle des précipitations s'élève à 187 mm avec une variabilité interannuelle très forte puisque le minimum observé est de 100 mm (1989) et le maximum de 430 mm (1975) (cf. figure 2).

Les résultats d'une étude portant sur 75 années complètes d'observation pluviométriques à Gabès ont été publiés en 1978 (Floret et al., 1978). Dans ce document, les auteurs définissent quatre types d'année pluviométrique :

1. une année sèche avec moins de 100 mm
2. une année moyennement sèche entre 100 et 150 mm
3. une année moyennement pluvieuse entre 150 et 250 mm
4. une année pluvieuse avec plus de 250 mm

Sur cette base, on peut mettre en évidence deux tendances climatiques entre 1970 et 1993 :

- une tendance humide nettement marquée avec 8 années consécutives moyennement pluvieuses à pluvieuses de 1971 à 1978. Au cours de cette période, 3 années sont pluvieuses dont deux consécutives (1975 et 1976).

- une tendance sèche de 1979 à 1993, avec l'alternance presque parfaite entre une année moyennement sèche et une année moyennement pluvieuse. En 14 ans, seules deux années sont supérieures à 250 mm. La moyenne annuelle reste cependant toujours supérieure à 100 mm. Le minimum annuel de 39 mm indiqué par Floret et al. (1978) pour 1946-47 n'a donc pas été atteint, et de loin. Cette période sèche recouvre presque complètement celle de dégradation des états de surface mis en évidence par la télédétection (1977-1987).

Ces données indiquent une tendance à l'assèchement de la période actuelle par rapport aux années 1971-1978 sans qu'il faille parler de catastrophe naturelle. En effet, une année sur deux reste moyennement pluvieuse jusqu'en 1990. Cette tendance est interrompue au cours de la période 1991-1993, caractérisée par la succession de 3 années moyennement sèches. Un tel phénomène n'est cependant pas exceptionnel. Il s'est produit à deux reprises au cours de la période étudiée par Floret et al.. Il est frappant de constater que c'est lorsque la tendance sèche semble s'aggraver (1991-1993) que les images de télédétection montrent une amélioration sensible des états de surface.

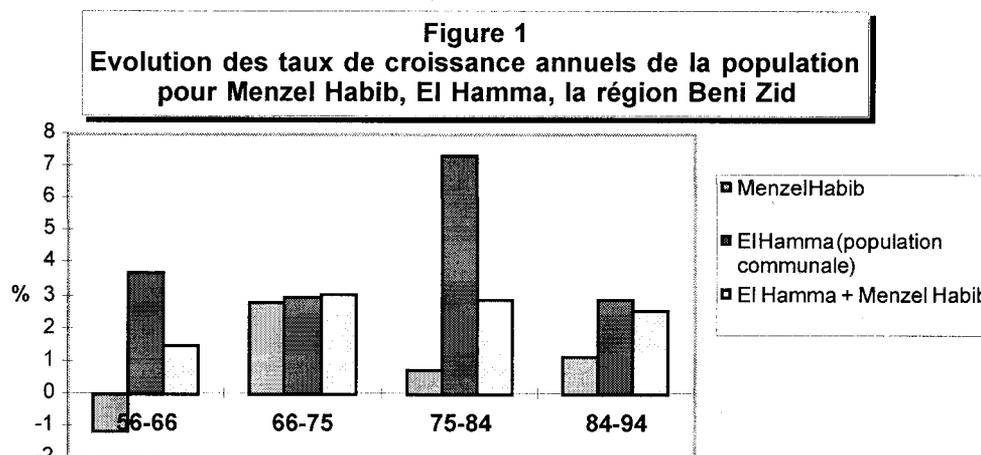
Une croissance démographique globalement faible, des taux d'accroissement variables

Deux problèmes particuliers rendent difficile l'étude précise de la dynamique de la population sur le territoire de l'actuelle délégation de Menzel Habib. Il s'agit d'abord des changements successifs concernant les limites administratives. La délégation de Menzel Habib est créée en 1982 par scission de l'ancienne délégation d'El Hamma, laquelle correspondait à peu près au territoire Beni Zid. La comparaison avec les données antérieures n'est possible qu'en agrégeant les chiffres des *Cheikhats* (recensement de 1956ⁱⁱⁱ) et des *imadas* (recensements de 1966 et 1975^{iv}) correspondant au nord du territoire Beni Zid. Il faut noter de plus qu'entre les deux derniers recensements, l'*imada* d'El Mida a rejoint la délégation de Metouia. La deuxième difficulté réside dans la mobilité de la population car, si le genre de vie nomade ou semi-nomade a quasiment disparu, de nombreux ménages disposent de plusieurs résidences et se déplacent fréquemment de l'une à l'autre en fonction de leurs activités. De nombreux propriétaires et ayants droits sur les terres de Menzel Habib résident dans l'oasis d'El Hamma ou à Gabès et ne séjournent que périodiquement dans la délégation^v. A l'inverse, des ménages résidant à Menzel Habib possèdent des terres dans la délégation d'El Hamma. Ces deux difficultés (limites administratives fluctuantes, polyrésidence) exigent de prendre les statistiques démographiques avec précaution. La permanence de certaines complémentarités à l'intérieur de l'ancien territoire de la tribu Beni Zid - il s'agit du cadre socio-spatial dans lequel s'est structuré l'appropriation et le contrôle de l'accès à la terre - nous empêchent de considérer la délégation de Menzel Habib en tant qu'entité sociale et spatiale indépendamment de la région Beni Zid dans son ensemble. C'est pourquoi, nous incluons dans cette analyse démographique la délégation d'El Hamma.

La population résidant à Menzel Habib a vu son effectif progresser de 36 % depuis l'indépendance, ce qui correspond à un taux moyen d'accroissement annuel de 0,8 % entre 1956 et 1994. Il apparaît difficile de conclure que la délégation de Menzel Habib, principalement rurale, ait connu une explosion démographique depuis l'accession à l'indépendance, d'autant que la création de la délégation en 1982 a amené de nouveaux résidents au chef lieu, avec notamment la création d'emplois dans la fonction publique et les services. La densité rurale est passée de 8,6 habitant / km² en 1956 à 11,7 habitant / km² en 1994. Les figures 3 et 4 montrent que le croît démographique de la région Beni Zid a principalement profité à l'oasis d'El Hamma qui voit sa population communale multipliée par un facteur 5 (un taux moyen d'accroissement annuel de 4,2 % au cours de la même période^{vi}). On peut donc affirmer que la sédentarisation des agro-pasteurs Beni Zid a concerné principalement El Hamma au détriment des régions steppiques périphériques. Le poids démographique de Menzel Habib par rapport à l'ensemble Beni Zid ne cesse de décroître, passant de 35,2 % en 1956 à 19 % en 1994. Il faut noter cependant que la zone rurale située au sud de la délégation d'El Hamma (Oglet Merteba) a vu chuter son poids démographique entre 1956 et 1975 beaucoup plus rapidement que Menzel Habib (Baduel, 1984).

Les taux de croissance de la population présentent cependant des différences très notables selon les périodes intercensitaires (figure 1), confirmant l'hypothèse de Abaab et Chassany

(1993) qui suggèrent la succession de trois phases démographiques. Entre 1956 et 1966, le taux de croissance annuel de Menzel Habib est négatif (-1,1 %), ce qui semble indiquer une période de départ et de sédentarisation à El Hamma qui connaît une croissance importante (+3,7 %).



Source: INS 1956, 1966, 1975, 1984, 1994

Entre 1966 et 1975, on constate une importante phase de sédentarisation à Menzel Habib avec un taux de croissance très élevé pour une zone rurale (+2,8 %) et voisin de celui d'El Hamma (figure 7). Cette période correspond à des conditions pluviométriques relativement favorables et, nous le verrons par la suite, au début de la course à l'appropriation de la terre qui caractérise la fin de la période coopérativiste et la décennie 1970. Le petit *boum* démographique de Menzel Habib entre 1966 et 1975, + 2448 habitants, a probablement pour conséquence une pression accrue sur le milieu, l'extension des labours et l'intensification des prélèvements sur la steppe (pâturage, combustibles ligneux).

De 1975 à 1984, Menzel Habib est caractérisé par une faible croissance de sa population (+ 0,7 %) en dépit de la création de la nouvelle délégation, alors qu'El Hamma connaît une croissance record (+ 7,3 %). La sécheresse a frappé la zone au début des années 1980, entraînant le ralentissement considérable de la croissance et le départ de certains ruraux vers El Hamma. Entre 1984 et 1994, une certaine reprise démographique est perceptible (+1,2 %) en relation peut être ici encore, avec l'amélioration des conditions pluviométriques en 1990. D'une manière générale, une corrélation positive entre pluviométrie et taux de croissance de la population peut être mise en évidence. Elle suggère l'importance de l'agriculture et de l'élevage comme base de l'économie à Menzel Habib et montre la dépendance de ces activités vis à vis de l'aléa climatique, lequel conserve un effet régulateur important sur le peuplement. Autrement dit la population, face à des conditions climatiques difficiles, semble continuer de répondre par la mobilité. L'héritage du nomadisme est toujours présent.

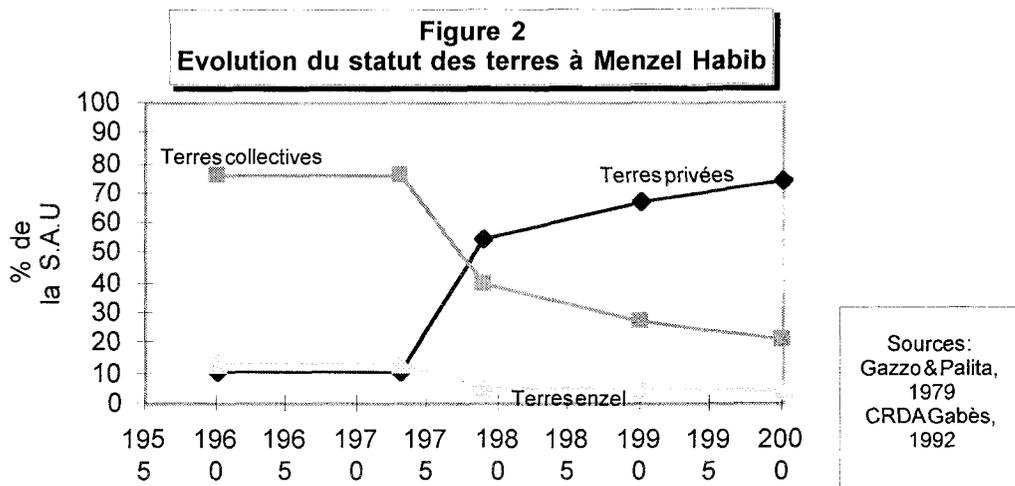
La course à la terre : labourer pour approprier plutôt qu'approprier pour labourer

A l'époque précoloniale, les modes d'appropriation coutumiers de la terre sont dominants dans les sociétés tribales du sud tunisien. Ils sont caractérisés, schématiquement, par l'appropriation communautaire des parcours et par l'attribution périodique des terres de culture selon des modalités propres à chaque groupe tribal. Chez les Beni Zid, le juge Dumas révèle en 1912 que de nombreuses terres font l'objet d'un titre de propriété postérieur au XVIII^{ème} siècle, lequel attribue un territoire délimité aux descendants d'un ancêtre ou d'une famille plus ou moins large. En 1902, lors de la délimitation des terres selon leur statut par l'administration coloniale, les terres faisant l'objet d'un titre de propriété seront tantôt classées dans le statut collectif, tantôt dans le statut privé à la demande des intéressés, indépendamment de leur utilisation effective (parcours, terres de culture). Il semble que la crainte d'une dépossession par l'Etat colonial ait amené les communautés à revendiquer plutôt un statut collectif pour leurs terres (Dumas, 1912 et Baduel, 1984). Cette situation suggère, pour les Beni Zid, un processus de détribalisation amorcé dès le siècle dernier, caractérisé par une dynamique centrifuge des fractions et lignages Beni Zid accompagnant une tendance à la jouissance exclusive de la terre par des groupes familiaux de plus en plus restreints. Quoiqu'il en soit, cette tendance s'est fortement amplifiée au cours de ce siècle, et en particulier depuis l'indépendance.

Au début du siècle, les trois quarts du territoire Beni Zid était constitué par des terres de statut collectif (Housset, 1938). Cet ordre de grandeur est valable pour Menzel Habib. Sur le périmètre de Zougrata en 1902, les terres collectives représentaient 76 % de la Surface Agricole Utile (S.A.U) (Gazzo et Palita, 1979). Les terres de statut privé recouvraient alors 10 244 ha à Menzel Habib, soit 10,7 % de la S.A.U; les terres du habous de Sidi

Mehedeb couvrant 12 520 ha, soit 13,1 %. Cette situation restera stable du point de vue des statuts jusqu'au début des années 1970. Mais si les statuts restent inchangés, on assiste, notamment à partir des années 60, à l'extension des labours en dehors des terres privées (Floret et al., 1986). De nombreux témoignages rapportent que les appropriations individuelles ont tendance à se pérenniser sur des terres de statut collectif, créant des situations de fait.

Il faut attendre la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, laquelle complète la loi de juin 1964 fixant le régime des terres collectives, et surtout la circulaire datée de mai 1973 instaurant une procédure accélérée d'attribution privative des terres collectives (sans levée parcellaire) pour voir la situation foncière évoluer très rapidement. Il suffit désormais pour un ayant droit de mettre en valeur la terre, c'est à dire de la cultiver ou planter et d'avoir le témoignage bienveillant du voisinage pour obtenir dans des délais relativement courts un titre de propriété. Le résultat de cette politique de *liquidation*, pour reprendre l'expression de P. R. Baduel, est considérable. En 5 ans, l'Etat attribue privativement dans le gouvernorat de Gabès 190 000 ha de terres collectives, situées principalement sur le territoire Beni Zid. Pour Menzel Habib, on estime à environ 50 000 ha la superficie de terres collectives et enzel qui sont privatisées entre 1974 et 1980^{vii}, soit près de 50 % de la S.A.U. En vingt ans, il s'est donc produit une inversion considérable de la situation foncière. Les terres privées représentent aujourd'hui 67,5 % de la S.A.U de Menzel Habib, contre 10,7 % en 1970; les terres collectives qui représentaient à cette date 76 % de la S.A.U n'en représentent plus que 27,2 % en 1990 et seulement 21 % après achèvement de l'apurement foncier prévu en 1997 (cf. figure 2).



Une évolution foncière aussi rapide ne peut être sans conséquence sur l'utilisation de la terre, encore convient il de prendre quelques précautions et ne pas confondre terres privées et terres mises en culture, terres collectives et terres de parcours. On sait que l'aléa pluviométrique est à l'origine d'une variation interannuelle considérable des surfaces cultivées en sec en région présaharienne. D'autre part, des raisons historiques ont conduit, nous l'avons vu, à l'immatriculation de terres régulièrement cultivées sous le statut collectif. En 1990, seuls 16 400 ha sont cultivés à Menzel Habib alors que les terres privées et immatriculées représentent plus de 64 000 ha. L'évolution de l'utilisation de la terre, déterminante pour juger de l'étendue des défrichements et des mises en culture, s'avère difficile à suivre faute de données régulières et homogènes. Cette lacune pourrait être comblée dans l'avenir par le suivi par télédétection de l'occupation des terres. La comparaison de quelques chiffres disponibles suggère toutefois une évolution riche de conséquences. La comparaison de deux couvertures aériennes de la zone de Zougrata permet de constater que les superficies emblavées sont passées de 13 % du périmètre en 1946 à 45 % en 1975, année pluvieuse (Unesco, 1977 cité par Baduel, 1984). Paul Pascon constatait pour le Maroc : « *La paysannerie durant les cinquante dernières années a donné plus d'importance à la production céréalière qu'à la production de viande, d'abord parce qu'une partie importante de l'alimentation des couches défavorisées est plutôt à base de céréales que de mouton, mais surtout parce que la culture permet de mieux approprier le sol que le bétail* » (cité par Baduel, 1984). Or en 1990, autre année pluvieuse, les superficies cultivées ne représentent à Menzel Habib que 14 % de la superficie totale (Floret et al., 1991). Cette observation, si elle est confirmée, montre une réduction notable des superficies labourées depuis les années 1970, pour des conditions climatiques comparables, alors que les terres privées ne cessent de croître en proportion et en superficie. Cette évolution montrerait un changement important dans les stratégies foncières et productives des acteurs. Nous suggérons qu'une fois l'appropriation de la terre réalisée (70 % des terres privatisables ont été attribuées dans les années 70), il n'est plus nécessaire pour les exploitants de prouver par le labour ou la plantation

la vivification d'une terre collective, d'où la moindre extension des labours dans les années 80 et 90, caractérisées il est vrai par des conditions pluviométriques globalement défavorables.

La procédure de privatisation accélérée et celle de dissolution des terres enzel tentaient au départ de réconcilier usage et statut dans la mesure où la propriété est attribuée à l'ayant droit qui met en valeur une terre collective ou enzel^{viii}. Très vite cependant, les autorités se font déborder par les ayants droits des terres collectives, lesquels défrichent et cultivent des superficies considérables dans les années 1970 dans le but d'approprier la terre. C'est bien cette course à l'appropriation, amorcée dans les années 1960 mais amplifiée considérablement par la mise en oeuvre, à partir de 1974 à Menzel Habib, de la procédure accélérée de privatisation, qui va conduire à l'extension importante des labours et des plantations au cours de la décennie 1970.

Conclusion:

L'épisode de désertification à Menzel Habib entre la fin des années 70 et la fin des années 80 apparaît lié à la convergence de plusieurs facteurs, au premier rang desquels nous plaçons sans conteste « la course à la terre » amplifiée considérablement en 1974 par l'application de la procédure rapide de privatisation des terres de statut collectif. Cette course à l'appropriation, amorcée dès la fin des années 60, est probablement à l'origine du relatif *boum* démographique observé entre 1966 et 1975, lequel s'accompagne d'une pression accrue sur le milieu (des familles Beni Zid s'installent à Menzel Habib dans le but de vivifier la terre pour marquer l'appropriation). Au cours de la décennie 70, l'instauration de la procédure accélérée s'accompagne de l'extension considérable des superficies cultivées et plantées, en particulier sur les sols sableux particulièrement sensibles à l'érosion éolienne, aux dépens des parcours steppiques à *Rhanterium suaveolens*. Tenant peu compte des conditions édapho-pédologiques, ces défrichements et mises en culture destinées non à produire mais à approprier la terre ont conduit au développement rapide de la désertification. En 1978, il ne subsistait de groupements pastoraux en bon état que sur environ 7,9 % de la superficie de la zone test de Zougrata (Floret et al., 1978). L'extension des labours a été permise par la généralisation de l'usage du tracteur équipé de charrues polydisques alors que la région jouit de conditions pluviométriques favorables (la période humide de 1971 à 1978). Par la suite, la décennie 80, caractérisée par la récurrence d'années sèches, verra la dégradation rapide des états de surface traduisant la disparition du couvert végétal et la dégradation des sols sableux en proie à une érosion éolienne intense. Il faut constater le décalage dans le temps entre ces deux phénomènes. La période d'extension maximale des labours précède la période de désertification, laquelle est favorisée par le retour de la sécheresse. Comme le faisait remarquer judicieusement Floret et Pontanier (1986), « le climat ne peut être tenu pour facteur principal de la dégradation mais il reste un facteur aggravant ».

Synthèse chronologique des données

L'amélioration de la situation écologique observée sur l'image de 1993 en dépit de conditions pluviométriques défavorables pourrait être due, outre l'impact de l'important projet de protection et réhabilitation de l'environnement mis en oeuvre à Menzel Habib, à des changements dans les stratégies foncières et productives des exploitants. A ce titre, la mise en oeuvre d'un suivi par télédétection de l'occupation des terres devra confirmer la tendance à la régression des surfaces emblavées liée au fait que la terre, une fois appropriée, ne recouvre pas les mêmes enjeux. Après la domination des stratégies foncières par rapport aux stratégies productives, n'assiste-t-on pas à un renversement de tendance ? Une autre question s'impose : l'amélioration constatée sur l'image de 1993 procède-t-elle d'une amélioration durable de la situation écologique ou bien d'une période de répit précédant un nouvel épisode de désertification ? Cette problématique ouvre de nouvelles perspectives pour une recherche pluridisciplinaire dans le cadre de l'observatoire DYPEN de Menzel Habib.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abaab A., Chassany J-P (1993) : Etude de l'impact des actions de développement et de lutte contre la désertification. Evaluation de la mise en place des observatoires de Bir Amir, Menzel Habib et R'jim Maâtoug. Projet TUN 88/04, compte rendu de mission, 19 p.
- Archives du service des domaines des affaires foncières de Gabès (1902) : Procès-Verbal de délimitation des terres collectives de l'Arad, Contrôle civil de Gabès, 108 p.
- Baduel P.R. (1984) : « L'intégration nationale de pasteurs pré-sahariens (Tunisie) » - p. 393-420, in : *Enjeux sahariens*. - Paris : CNRS.-

- Dumas P. (1912) : Les populations indigènes et les terres collectives de tribu - Tunis.
- Floret C., Le Floc'h E., Pontanier R., Romane F (1978): Modèle écologique régional en vue de la planification et de l'aménagement agro-pastoral des régions arides. Application à la région de Zougrata. IRA, Medenine ; Dir. Ress. Eau et Sol. Tunis ; Doc. techn. n°2, 74 p.
- Floret C., Le Floc'h E., Pontanier R., (1986) : La désertisation en Tunisie présaharienne. In ROMM 41-42, Désert et montagne au Maghreb, Hommage à Jean Dresh. Edisud : 291-326.
- Gazzo Y. et Palita D. (1979) : Présentation humaine et foncière du périmètre de Zougrata. - 45 p, 5 cartes h. texte, Projet FAO TUN 78 07 - République Tunisienne.
- Housset L. (1938) : Le statut des terres collectives et la fixation des indigènes en Tunisie. Paris, librairie technique et économique, 324 p.
- Institut National de la Statistique, recensement général de la population et de l'habitat, années 1994, 1984, 1975, 1966 et 1956.
- Martel A. (1964) : Les confins saharo tripolitains de la Tunisie (1881-1911).- 2 T. Paris - PUF.

ⁱ la population nomade est aujourd'hui résiduelle

ⁱⁱ Notamment le programme DYPEN (Dynamique des populations et environnement) conduit, dans le sud tunisien, par des chercheurs de l'Institut des Régions Arides et de l'ORSTOM et le programme « Veille Satellitaire de la désertification » (C.N.T / ORSTOM).

ⁱⁱⁱ Cheikhats de Chaal, Chiab, Kherja, Matmat

^{iv} Imadas d'Essegui, Oued Ezzitoun, Rabia

^v En 1979, sur les 3600 familles ayants droit sur le périmètre de Zougrata, 50 % seulement résident sur place (Gazzo et Palita, 1979).

^{vi} Le croît serait encore plus important si l'on considérait les secteurs périurbains non inclus dans la population communale.

^{vii} En extrapolant les chiffres cités par Gazzo et Palita (1979) pour le périmètre de Zougrata à la délégation de Menzel Habib.

^{viii} On a vu que de nombreuses terres collectives étaient appropriées de fait et cultivées plus ou moins régulièrement avant les années 1970.



REVUE DES RÉGIONS ARIDES

Éditée par L'Institut des Régions Arides - Médenine - TUNISIE

ACTES DU SÉMINAIRE INTERNATIONAL

**« ACQUIS SCIENTIFIQUES
ET PERSPECTIVES POUR
UN DEVELOPPEMENT
DURABLE DES ZONES
ARIDES »**

Jerba 5-6-7 Décembre 1996.